



**Government Defence
Integrity Index**

 **TRANSPARENCY
INTERNATIONAL**
Defence & Security

**FICHE
PAYS**

MADAGASCAR

2025





MADAGASCAR

Madagascar traverse une période de transition politique depuis le coup d'État militaire d'octobre 2025 qui a renversé le président Andry Rajoelina, à la suite de manifestations généralisées menées par les jeunes et la population malgache contre les pénuries d'électricité et d'eau, ainsi que contre la corruption.¹ L'armée a réagi par une répression sévère, utilisant des gaz lacrymogènes, des balles réelles dans certains cas, et recourant à une violence excessive, y compris contre des personnes qui ne participaient pas à la manifestation.² Un gouvernement intérimaire dirigé par le nouveau président Michael Randrianirina a pris le pouvoir le 17 octobre et a promis un retour à l'ordre constitutionnel et des élections dans un délai de deux ans.

Madagascar est également confronté à des défis économiques majeurs, caractérisés par une pauvreté persistante, une croissance économique inégale et une économie principalement informelle. Le pays figure parmi les plus pauvres du monde, avec 69,2 % de sa population vivant dans l'extrême pauvreté en 2021.³ Les inégalités persistantes et les possibilités d'emploi formel limitées ont alimenté les frustrations sociales, en particulier parmi les jeunes générations, qui n'ont aucune perspective d'ascension sociale.

Les conditions de sécurité à Madagascar sont inégales. Si l'île n'est pas touchée par des insurrections à grande échelle,

elle est confrontée à un banditisme rural persistant, à des vols de bétail et à des activités criminelles organisées, dans les zones reculées où la présence de l'État et les capacités répressives sont faibles, ainsi que dans les grandes villes depuis le coup d'État. Ces défis en matière de sécurité sont étroitement liés à des lacunes plus générales en matière de gouvernance, notamment une corruption profondément enracinée et une responsabilité limitée des institutions étatiques.⁴ L'indice d'intégrité gouvernementale de la défense (GDI) 2025 a révélé des risques élevés de corruption dans le secteur de la défense, dus à la faiblesse du contrôle parlementaire, à la transparence financière limitée, et des audits inefficaces. Bien qu'il existe des politiques anticorruption, des comités d'appel d'offres et des codes d'éthique, leur application est incohérente. Les nominations politisées, les soldats fantômes, l'opacité des marchés publics et le caractère minimal des garanties d'intégrité opérationnelle continuent de nuire à la responsabilité.

Membre du Open Government Partnership	Non
Convention des Nations unies contre la corruption	Ratifiée en 2008
Traité sur le commerce des armes	Ratifié en 2013

AFRIQUE DE L'EST

La sécurité en Afrique de l'Est est marquée par des conflits qui se chevauchent, l'extrémisme violent, le crime organisé et des fragilités structurelles qui transcendent les frontières. La faible présence de l'État dans les régions périphériques, la porosité des frontières et la circulation d'armes légères continuent de permettre aux groupes armés et aux réseaux criminels d'opérer dans toute la région. Le stress climatique, l'insécurité alimentaire et les pressions démographiques intensifient la concurrence pour les terres et les ressources, alimentant les violences intercommunautaires et les déplacements de population. Bien qu'il soit principalement actif en Somalie, Al-Shabaab reste la menace transnationale la plus importante dans la région, attaquant les pays voisins, en particulier le Kenya et l'Ouganda, et ciblant les civils, les forces de sécurité et les infrastructures économiques essentielles.

La dynamique sécuritaire varie d'un pays à l'autre. Le Soudan du Sud continue d'être confronté à une instabilité due aux violences communautaires et à la mise en œuvre fragile des accords de paix, ce qui entraîne des crises humanitaires persistantes. Bien que la République démocratique du Congo ne fasse pas partie de l'Afrique de l'Est, le conflit qui sévit dans ses provinces orientales représente un risque externe important, avec des répercussions sous forme d'activités armées transfrontalières, de déplacements de population et d'implication dans la sécurité régionale. Le Burundi est en proie à une répression politique continue et à des violences liées aux activités de groupes armés et de réseaux criminels impliqués dans routes régionales de trafic. Madagascar est confronté au banditisme, au vol de bétail et à l'exploitation illicite des ressources naturelles, en particulier dans les zones reculées où le contrôle de l'État est limité.

Ces menaces qui se chevauchent ont mis à rude épreuve les forces de défense dans toute l'Afrique de l'Est. La faible coordination, les capacités inégales et les lacunes en matière de gouvernance au sein des institutions de défense ont limité l'efficacité des mesures de sécurité. Dans toute l'Afrique de l'Est, les secteurs de la défense restent caractérisés par une transparence financière limitée, un contrôle civil faible, des processus d'approvisionnement opaques et une concurrence limitée. Les forces de défense ne sont donc souvent pas tenues de rendre des comptes au public, ce qui augmente les risques de corruption et d'abus de pouvoir.





MADAGASCAR

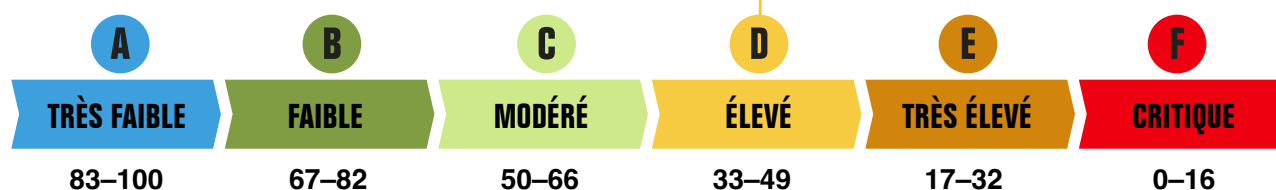
COMPARAISON DES RISQUES

L'indice d'intégrité gouvernementale de la défense (GDI) évalue cinq domaines de risque clés : politique, financier, personnel, opérationnel et achats. Cette section compare les performances de Madagascar dans chaque domaine avec la moyenne régionale (Afrique subsaharienne).

RISQUE ÉLEVÉ

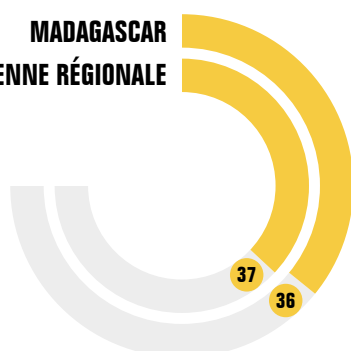
D

33



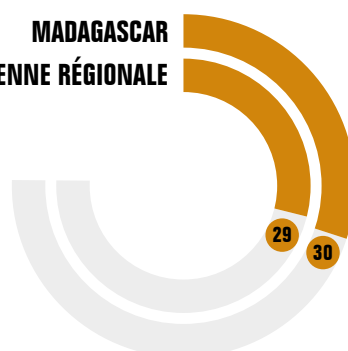
POLITIQUE

MADAGASCAR
MOYENNE RÉGIONALE



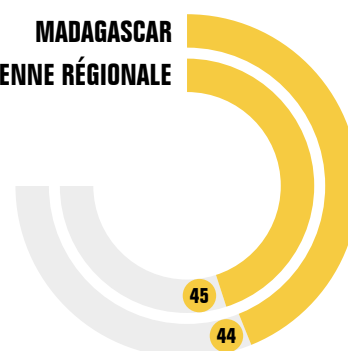
FINANCIER

MADAGASCAR
MOYENNE RÉGIONALE



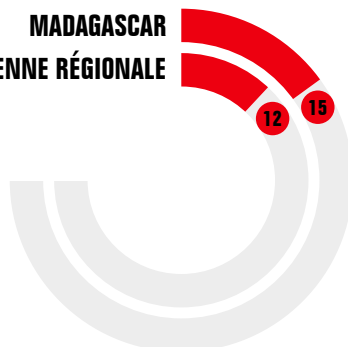
PERSONNEL

MADAGASCAR
MOYENNE RÉGIONALE



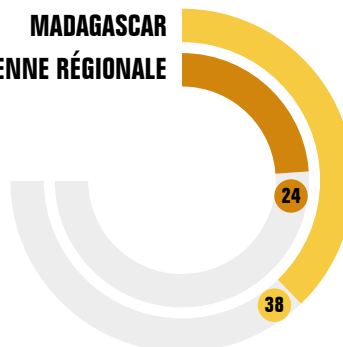
OPÉRATIONS

MADAGASCAR
MOYENNE RÉGIONALE



APPROVISIONNEMENT

MADAGASCAR
MOYENNE RÉGIONALE





CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

Contrôle législatif du budget (Open Budget Survey, 2023)	36/100
Dépenses militaires en pourcentage des dépenses publiques (SIPRI, 2024)	4,2%
Membres du comité ayant une expertise en matière de défense (%)	Information pas accessible au public.
Nombre de réunions par an	Information pas accessible au public.
Dernière révision de la politique/ stratégie de défense	Information pas accessible au public.

Le coup d'État militaire d'octobre 2025 à Madagascar, au cours duquel une unité d'élite de l'armée a renversé le président Andry Rajoelina et installé le colonel Michael Randrianirina à la tête d'un gouvernement de transition, a exacerbé l'incertitude politique et mis en évidence les défis persistants en matière de gouvernance qui ont un impact direct sur les risques politiques élevés du secteur de la défense.⁵ Certes le ministère des Forces armées a adopté une politique anticorruption globale et procède régulièrement à des évaluations des risques de corruption, ce qui témoigne d'un certain engagement institutionnel en faveur de l'intégrité. Le Parlement dispose également du pouvoir constitutionnel d'examiner la politique et les budgets de la défense, mais pas les marchés publics dans ce domaine.⁶ Dans la pratique, cependant, l'influence du Parlement est limitée. Le rôle prépondérant du président au sein du système politique limite considérablement l'autonomie législative, réduisant la fonction du Parlement à approuver les décisions de l'exécutif plutôt qu'à exercer un contrôle effectif.⁷

La Commission de défense dispose de pouvoirs de contrôle officiels, notamment la possibilité de formuler des recommandations, de proposer des modifications budgétaires et de convoquer des experts.⁸ Cependant, ces pouvoirs sont rarement exercés. La Commission n'exerce aucun contrôle à court ou à long terme, en grande partie en raison de son expertise technique limitée et de son accès restreint aux informations relatives à la défense.^{9 10} Les faiblesses en matière de contrôle s'étendent aux mécanismes d'audit. Bien que le ministère des Forces armées dispose d'un organe d'audit interne, le Bureau de contrôle et d'audit, les informations accessibles au public sont insuffisantes pour évaluer son indépendance, sa capacité ou son efficacité.

De même, la Cour des comptes est légalement tenue de procéder à des audits externes des dépenses de défense, mais rien n'indique que de tels audits aient été effectués, ce qui laisse d'importantes lacunes en matière de responsabilité.¹¹

TRANSPARENCE FINANCIÈRE

Taux de réponse aux demandes d'accès à l'information liées à la défense	1) % d'accès total ou partiel accordé : Information pas accessible au public
	2) Nombre de demandes en attente : Information pas accessible au public.
Plaintes liées à la défense adressées au ombudsman/ commissaire #	Information pas accessible au public.
Le commissaire a-t-il autorité sur le ministère de la Défense ?	Information pas accessible au public.
Rapports d'audit sur la défense (2020-2025) #	Aucun
Indice de transparence budgétaire (IBP, 2023)	39/100
Classement mondial de la liberté de la presse (RSF, 2025)	113e sur 180.

Les risques financiers dans le secteur de la défense à Madagascar sont très élevés, ce qui reflète une transparence limitée malgré une publication partielle de données budgétaires. Le budget de la défense est publié dans le cadre de la loi de finances annuelle et fournit certaines ventilations par domaine fonctionnel.¹² Il n'y a cependant aucune transparence concernant les dépenses d'approvisionnement, les sources de financement non gouvernementales, les postes budgétaires secrets ou les dépenses réelles de défense. Bien que les dépenses hors budget soient formellement interdites, elles surviennent sporadiquement et ne sont pas systématiquement enregistrées, ce qui nuit au contrôle financier.¹³

Les institutions de défense ne sont pas impliquées dans des entreprises commerciales. Le personnel militaire est légalement autorisé à exercer des activités lucratives subsidiaires, à condition que celles-ci n'interfèrent pas avec ses fonctions et ne compromettent pas son indépendance.¹⁴ Aucune preuve d'activités privées non autorisées de la part du personnel des forces armées n'a été trouvée, mais l'absence de divulgation limite l'évaluation globale.

L'accès à l'information reste une faiblesse majeure. Madagascar ne dispose d'aucune législation régissant l'accès à l'information dans le secteur de la défense, ni d'aucune exigence de transparence spécifique aux forces armées. En conséquence, l'accès du public aux informations relatives à la défense est extrêmement limité, ce qui rend ce secteur largement fermé à tout contrôle externe.¹⁵



CADRE ÉTHIQUE DU PERSONNEL

Législation sur la dénonciation	Aucune
Nombre de cas de dénonciation dans le secteur de la défense	Aucun
Nombre de violations du code de conduite	Militaire : Information pas accessible au public. Civil : Information pas accessible au public
Système de divulgation financière	# Soumis : Aucun. Nombre de violations : aucune.

Selon certains rapports, près de 40 000 fonctionnaires, y compris des militaires, pourraient être fictifs, ce qui met en évidence les graves vulnérabilités des systèmes de paie et de gestion des ressources humaines à Madagascar et contribue à l'évaluation selon laquelle les risques liés au personnel sont élevés.¹⁶ Bien qu'il existe des dispositions légales pour sanctionner la corruption, les affaires impliquant du personnel de défense font rarement l'objet d'enquêtes ou de sanctions disciplinaires. Dans la pratique, les institutions de défense malgaches s'appuient principalement sur l'éducation et la sensibilisation, et ont peu recours aux poursuites pénales, aux licenciements ou aux sanctions financières.

Madagascar ne dispose pas de législation protégeant les lanceurs d'alerte, ce qui rend le personnel civil et militaire réticent à signaler les fautes professionnelles par crainte de représailles.^{17 18 19} Les effectifs civils et militaire ne sont ni connus avec précision ni rendus public, et les nominations aux postes de haut niveau restent très centralisées au sein de l'exécutif, sans contrôle externe et sans directives claires fondées sur le mérite.²⁰

Il existe certains cadres éthiques qui font référence aux conflits d'intérêts, aux cadeaux et à la corruption, mais ils offrent des orientations pratiques limitées.^{21 22} Bien que ces codes soient accessibles au public et inclus dans les programmes des écoles militaires, la formation anticorruption correspondante reste irrégulière et principalement axée sur les officiers supérieurs.²³

OPÉRATIONS

Effectif total des forces armées (Banque mondiale, 2020)	22 000
Effectifs déployés en opération #	3 (au 31 mai 2025)

Les risques opérationnels sont critiques. Il n'existe aucune doctrine militaire qui considère la corruption comme un enjeu stratégique lors des opérations militaires. Seuls quelques officiers malgaches participent à des opérations de maintien de la paix sous l'égide d'organisations internationales telles que l'Union africaine ou les Nations unies. Pour les opérations nationales, rien n'indique non plus que la corruption soit prise en compte dans la planification opérationnelle.^{24 25} Aucun personnel spécialisé n'est déployé pour surveiller la corruption pendant la mission et aucune preuve d'orientation sur les risques de corruption liés aux marchés publics pendant les opérations n'a été trouvée. Cependant, une formation à la lutte contre la corruption est dispensée dans les académies militaires en partenariat avec des organisations internationales et des institutions nationales de lutte contre la corruption. La formation s'adresse aux postes de haut niveau, en particulier aux officiers nouvellement nommés à des postes de commandement. Pour les étudiants militaires, la formation est obligatoire, mais pour les autres, elle est facultative. Aucune formation n'est toutefois dispensée avant le déploiement pour les missions.²⁶



ACHATS DE DÉFENSE

Dépenses militaires (en millions de dollars américains) (SIPRI, 2024)	\$121,63
Concurrence ouverte dans les marchés publics de défense (%)	Information pas accessible au public.
Principales exportations de défense – vers (SIPRI, 2020-2024)	NA
Principales importations de défense – provenant de (SIPRI, 2020-2024)	Emirats Arabe Unis (100 %)

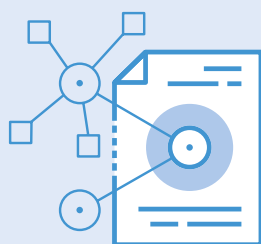
Bien que les dépenses militaires de Madagascar aient augmenté de 39 % entre 2020 et 2024, les faiblesses persistantes en matière d'approvisionnement et les risques élevés de corruption signifient que des ressources supplémentaires sont vulnérables à la mauvaise gestion.²⁷ Les marchés publics dans le domaine de la défense sont officiellement régis par des lois qui reconnaissent explicitement les risques de corruption, notamment les conflits d'intérêts et les pots-de-vin.^{28 29} Cependant, les marchés publics dans le domaine de la défense ne respectent pas systématiquement ces règles, et des exemptions importantes, en particulier pour les achats importants ou sensibles, nuisent à la transparence et à la concurrence.

La planification des acquisitions dans le domaine de la défense est effectuée chaque année et les achats prévus sont pris en compte dans le budget des forces armées. Cependant, ces plans ne sont pas publiés et l'absence d'examen stratégique de la défense signifie que les

décisions en matière d'approvisionnement ne sont pas clairement liées aux besoins à long terme en matière de capacités.³⁰ Bien que le cycle d'approvisionnement soit formellement défini, plusieurs étapes restent opaques lorsqu'il s'agit de contrats liés à la défense.

La concurrence dans les marchés publics de défense est limitée. Le ministère de la Défense recourt fréquemment à des accords bilatéraux ou à des appels d'offres restreints.³¹ Les modèles d'approvisionnement reflètent également des influences extérieures, en particulier celles de pays tels que la France, la Chine et la Russie.^{32 33 34}

Les achats de défense sont soumis à un contrôle interne par le Service de surveillance des acquisitions d'équipements et de matériels stratégiques du ministère de la Défense, l'Autorité de régulation des marchés publics et la Cour des comptes.^{35 36} Néanmoins, leur efficacité est parfois affaiblie par des ingérences politiques, ce qui limite l'indépendance et la cohérence du contrôle dans la pratique.³⁷



La collecte des données GDI pour **Madagascar** a été réalisée entre mai 2024 et août 2025.



MADAGASCAR

TABLEAU DES SCORES GDI 2025

	Grade	Score
RISQUE POLITIQUE	D	36
Q1 Contrôle législatif	E	25
Q2 Comité de défense	F	13
Q3 Débat sur la politique de défense	F	13
Q4 Engagement des OSC	D	33
Q5 Conventions : UNCAC / OCDE	C	63
Q6 Débat public	F	13
Q7 Politique anticorruption	A	88
Q8 Unités chargées de la conformité et de l'éthique	C	50
Q9 Confiance du public dans les institutions	NS	
Q10 Évaluations des risques	A	100
Q11 Planification des acquisitions	D	33
Q12 Transparence et détail du budget	C	63
Q13 Examen minutieux du budget	D	38
Q14 Disponibilité des informations budgétaires	E	25
Q15 Recettes de la défense	F	8
Q16 Audit interne	NEI	
Q17 Audit externe	E	25
Q18 Ressources naturelles	B	67
Q19 Liens avec le crime organisé	F	13
Q20 Lutte contre le crime organisé	E	25
Q21 Contrôle des services de renseignement	F	13
Q22 Recrutement des services de renseignement	F	8
Q23 Contrôles à l'exportation (ATT)	A	88
Q76 Lobbying	F	0

RISQUE FINANCIER	E	30
Q24 Contrôles relatifs à la cession d'actifs	E	17
Q25 Examen minutieux de la cession d'actifs	F	8
Q26 Dépenses secrètes	F	0
Q27 Accès législatif à l'information	F	0
Q28 Audit des programmes secrets	F	0
Q29 Dépenses hors budget	C	58
Q30 Accès à l'information	F	0
Q31 Propriétaire bénéficiaire	A	100
Q32 Examen des entreprises détenues par des militaires	A	100
Q33 Entreprises privées non autorisées	C	50
Q77 Dépenses de défense	F	0

RISQUE LIÉ AU PERSONNEL	D	44
Q34 Engagement public en matière d'intégrité	B	75
Q35 Mesures disciplinaires à l'encontre du personnel	C	63
Q36 Lanceurs d'alerte	F	8
Q37 Postes à haut risque	D	42
Q38 Effectifs	F	8
Q39 Taux de rémunération et indemnités	F	0
Q40 Système de paiement	B	67
Q41 Impartialité des nominations	F	0
Q42 Impartialité des promotions	E	31
Q43 Pots-de-vin pour éviter la conscription	NA	
Q44 Corruption pour obtenir des affectations préférentielles	B	75
Q45 Chaînes hiérarchiques et paiement	A	100
Q46 Code de conduite militaire	B	75
Q47 Code de conduite civil	C	50
Q48 Formation à la lutte contre la corruption	C	50
Q49 Poursuites pour corruption	E	17
Q50 Paiements de facilitation	D	42

**SCORE
GLOBAL
DU PAYS**

**RISQUE
ÉLEVÉ**

D

33

RNIVEAU DE RISQUE

A	83–100	RISQUE TRÈS FAIBLE
B	67–82	RISQUE FAIBLE
C	50–66	RISQUE MODÉRÉ
D	33–49	RISQUE ÉLEVÉ
E	17–32	RISQUE TRÈS ÉLEVÉ
F	0–16	RISQUE CRITIQUE

	Grade	Score
RISQUE OPÉRATIONNEL	F	15
Q51 Doctrine militaire	F	0
Q52 Formation opérationnelle	B	75
Q53 Planification prévisionnelle	F	0
Q54 Surveillance de la corruption dans les opérations	F	0
Q55 Contrôles dans le cadre des contrats	F	0
Q56 Entrepreneurs militaires privés	NS	

RISQUE LIÉ AUX MARCHÉS PUBLICS	D	38
Q57 Législation en matière d'approvisionnement	C	50
Q58 Cycle des marchés publics	D	42
Q59 Mécanismes de contrôle des achats	C	50
Q60 Publication des achats potentiels	F	13
Q61 Publication des achats réels	C	50
Q62 Normes de conformité commerciale	D	38
Q63 Exigences en matière d'approvisionnement	E	25
Q64 Concurrence dans les marchés publics	NEI	
Q65 Contrôles du comité d'appel d'offres	A	100
Q66 Contrôles anti-collusion	B	75
Q67 Attribution du contrat / Livraison	C	50
Q68 Mécanismes de plainte	C	50
Q69 Sanctions à l'encontre des fournisseurs	B	67
Q70 Contrats de compensation	F	0
Q71 Suivi des contrats de compensation	F	0
Q72 Concurrence en matière de compensation	F	0
Q73 Agents et intermédiaires	NEI	
Q74 Packages de financement	F	0
Q75 Pression politique dans les acquisitions	NS	

CLÉ

- NEI** Informations insuffisantes pour évaluer l'indicateur
- NS** L'indicateur n'est noté pour aucun pays
- NA** Non Applicable

NOTES DE FIN

- 1 Foreign Policy, « Madagascar's 'Coupvolution' Is Following a Familiar Pattern », [La « coupvolution » à Madagascar suit un schéma familier], 6 novembre 2025.
- 2 HCDH, « Madagascar : le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme choqué par la réponse violente aux manifestations contre les prix de l'électricité et de l'eau », 29 septembre 2025.
- 3 World Bank, « Rapport pays : Madagascar », 2024.
- 4 Freedom House, « Rapport pays: Madagascar », 2025.
- 5 Rapport SIG, « Madagascar après le coup d'État », 16 janvier 2026.
- 6 Constitution de la République de Madagascar 2010.
- 7 Entretien avec un membre du Parlement, Antananarivo, 27 mai 2024, Government Defence Integrity Index.
- 8 République de Madagascar, « Règlement intérieur de l'Assemblée nationale », juillet 2024.
- 9 Assemblée nationale de Madagascar, « Membres des commissions ».
- 10 Entretien avec un membre du Parlement, Antananarivo, 27 mai 2024, Government Defence Integrity Index.
- 11 Cour des comptes, « Rapports publics ».
- 12 Ministère de l'Économie et des Finances, « Lois de finances ».
- 13 Entretien avec un général à la retraite, ancien ministre de la Défense, Antananarivo, 30 mai 2024, Government Defence Integrity Index.
- 14 République de Madagascar, « Loi n° 96-029 du 14 novembre 1996 portant statut général des militaires ».
- 15 Entretien avec un journaliste politique du quotidien L'Express de Madagascar, 11 juin 2024, Government Defence Integrity Index.
- 16 Mandimbisoa R, « La chasse aux fonctionnaires fantômes sera intensifiée », Tribune.com, 26 février 2022.
- 17 Ministère de la Défense nationale, « Politique interne de lutte contre la corruption », mai 2002.
- 18 Entretien avec un officier supérieur, Morondava, 4 août 2024, Government Defence Integrity Index.
- 19 Entretien avec un membre de la Coordination nationale des organisations de la société civile, 18 juillet 2024, Government Defence Integrity Index.
- 20 Entretien avec un général à la retraite, ancien ministre de la Défense, ancien directeur du renseignement militaire, 30 mai 2024, Government Defence Integrity Index.
- 21 République de Madagascar, « Décret n° 20.404/2011 relatif au code de conduite de l'armée malgache ».
- 22 République de Madagascar, « Décret n° 2003-1158 relatif au code de déontologie et de bonne conduite des agents de l'État », 17 décembre 2003.
- 23 Entretien avec un professeur de l'université d'Antananarivo et formateur à l'Académie militaire d'Antsirabe, 30 mai 2024, Government Defence Integrity Index.
- 24 Bianco, « Éducation-Prévention : Mobilisation des forces armées dans la lutte contre la corruption », 30 octobre 2017.
- 25 Entretien avec un professeur à l'université d'Antananarivo et formateur à l'Académie militaire d'Antsirabe, le 30 mai 2024, Government Defence Integrity Index.
- 26 Ibid
- 27 SIPRI, « Base de données sur les dépenses militaires : Madagascar », 2024.
- 28 République de Madagascar, « Loi n° 2016-055 relative au code des marchés publics ».
- 29 République de Madagascar, « Décret n° 2006-343 établissant le Code de déontologie des marchés publics ».
- 30 Entretien avec un journaliste politique du quotidien L'Express de Madagascar, 11 juin 2024, Government Defence Integrity Index.
- 31 Entretien avec le coordinateur général des programmes du ministère de la Défense, Antananarivo, 26 février 2025, Government Defence Integrity Index.
- 32 Entretien avec un professeur à l'université d'Antananarivo, Antananarivo, 28 mai 2024, Government Defence Integrity Index.
- 33 RFI, « Madagascar : la signature d'un accord de coopération militaire avec la Russie suscite la controverse », RFI, 8 avril 2022.
- 34 Midi Madagascar, « Coopération militaire : l'attaché de défense chinois auprès du ministre des Forces armées », 24 janvier 2024.
- 35 Entretien avec un général à la retraite, ancien ministre de la Défense, ancien directeur du renseignement militaire, Antananarivo, 30 mai 2024, Government Defence Integrity Index.
- 36 Autorité de Régulation des Marchés Publics, « Organisation et fonctionnement ».
- 37 L'Express de Madagascar, « Gouvernance - La lutte contre la corruption en péril », 6 juillet 2023.



ti-defence.org/gdi
GDI@transparency.org

Transparency International UK Numéro d'enregistrement de l'organisme caritatif : 1112842
Numéro d'enregistrement de la société : 2903386

Transparency International Defence and Security (TI-DS) est une initiative mondiale de Transparency International sous forme de réseau thématique. Il s'agit d'une entité indépendante qui ne représente aucune section nationale de TI. TI-DS est seul responsable de l'édition 2025 de l'indice d'intégrité de la défense gouvernementale (GDI) et de tous les produits associés, y compris les fiches pays du GDI.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier le ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas pour son généreux soutien financier à la production de l'indice d'intégrité de la défense gouvernementale. Nous remercions également les nombreux évaluateurs nationaux et pairs qui ont contribué à fournir les données sous-jacentes à cet indice.

Editeur de la série : Michael Ofori-Mensah, *Responsable de la recherche*

Auteur : Léa Clamadieu, *Chargée de recherche*

Chef de projet : Patrick Kwasi Brobbey, *Directeur de recherche*

Design : Colin Foo



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands